

Date de dépôt : 17 août 2007

Rapport

de la Commission de l'enseignement supérieur sur la pétition pour le maintien et le développement des filières professionnelles à Genève et contre la suppression de la filière de génie chimique à l'école d'ingénieurs HES de Genève

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de M. Claude Aubert

Mesdames et
Messieurs les députés,

Déposée en 2005, abordée une première fois en avril 2007, cette pétition nous a d'emblée placés devant un obstacle. En effet, il n'a pas été aisé de retrouver les pétitionnaires, car, le temps passant, ils n'étaient plus forcément dans le circuit. Mais, la patience aidant, une audition a pu être prévue.

C'est donc début juin 2007 que la commission a pu terminer ses travaux sous la présidence débonnaire de M. Eric Bertinat, avec, comme procès-verbaliste, M Gérard Riedi, que nous tenons à remercier.

A noter qu'en avril 2007, la Commission de l'enseignement supérieur avait auditionné M. Abbé-Decarroux, directeur général des HES à Genève, au sujet du RD 677. A cette occasion la problématique générale du système HES a été étudiée (organisation, processus de décision, filières, masse critique, développement, fusions, etc.), de même que des problématiques plus spécifiques, telle la situation de l'EIG. Le RD 677 est à considérer comme l'ensemble duquel se détache, comme un morceau d'un puzzle, la pétition 1556 et son contenu.

Audition de M. Michel Vincent, président de l'Association des enseignants de la Haute Ecole d'ingénieurs, M. Dominique Robin, M. Andres Revuelta et M. Eric Jenny

L'Ecole d'ingénieurs (EIG) était composée en 2001 de dix filières. Deux filières ont été déjà sacrifiées sans beaucoup de contentement de la part des enseignants : fusion de l'électricité et de la mécanique, suppression de la filière de chimie. C'est en 2003 que la décision a été prise au niveau fédéral de supprimer le titre d'ingénieur chimique de la nomenclature.

Récemment, la masse critique exigée sur le plan fédéral pour les HES est passée à 90 étudiants. Dès lors, il était inéluctable de fusionner la chimie avec une autre filière, mais ce n'était pas à l'école de décider. Autre élément à prendre en considération: la politique actuelle est de vouloir piloter les HES par « domaine », ce que réaliserait, par exemple, un rapprochement entre les sciences de l'ingénieur en général et les sciences de la vie et de la nature, donc un rapprochement entre l'EIG et l'EIL de Lullier. La chimie trouverait sa place dans une filière comme celle de la gestion des ressources naturelles. Cette pétition n'émane pas des enseignants. Ces derniers considèrent néanmoins qu'il faut prendre en compte les besoins des étudiants et des entreprises. Ils soutiennent donc les principes centraux de la pétition.

M. Robin signale avec humour qu'on distingue depuis vingt ans les « chimistes qui polluent » des « chimistes qui dépolluent ». Songeons aux procédés utilisés par exemple dans les stations d'épuration ou dans les centrales d'incinération. A cet égard, la fusion EIG/EIL suscite beaucoup d'attentes car il y a une place à prendre avec l'environnement.

La discussion s'engage :

- Le génie chimique ? M. Robin précise que Fribourg a repris le génie chimique depuis une année. Les étudiants genevois peuvent y aller pour étudier dans cette filière. L'avantage est la possibilité d'y trouver un appartement alors qu'il est difficile pour un étudiant fribourgeois de se loger à Genève. Certains étudiants sont, quant à eux, partis à Lullier ou ailleurs car ils n'avaient pas les moyens de quitter le canton.
- La réouverture de la filière de génie chimique à Genève ? Elle était imaginable en 2004, mais la situation a beaucoup évolué et cette filière ferait aujourd'hui doublon avec Fribourg. Il convient de changer de cap et de s'ouvrir sur la chimie de l'environnement.
- L'intérêt montré par l'industrie ? Selon les orateurs, les grandes entreprises chimiques ont plutôt la tradition d'engager des gens venant d'ailleurs pour les former spécifiquement. Leur soutien serait donc tiède,

alors que la collaboration est plus développée dans le domaine de la physique appliquée.

- L'évolution des effectifs ? Les écoles d'ingénieurs constatent de manière générale une stagnation de leurs effectifs, alors que d'autres domaines, comme la gestion, attirent du monde. Cela est en partie dû aux débouchés et à l'orientation. Par ailleurs, tout le monde, à Genève, veut aller au collège.
- Une perte de prestige ? Il s'agirait plutôt d'une perte du message. L'école a perdu des filières, mais elle a encore son prestige. L'industrie genevoise connaît bien le « Tech ».
- La fusion avec Lullier ? Ce n'est pas un coup de foudre, mais un mariage de raison. Une affaire à promouvoir.
- Une résistance des enseignants vis-à-vis du système HES ? Ce système s'est orienté vers un modèle dirigiste de type holding. Il manque en Suisse romande un flux décisionnel montant. Les professeurs ne sont donc pas d'accord avec un système qui manque singulièrement de démocratie. De plus, l'idée de sites dédiés n'est pas appréciée.

Audition de M. Mathieu Zanetti, président de l'Association des étudiants de la HES-SO, et M. Aurélien Benas.

M. Zanetti n'était personnellement pas encore dans la HES en 2005, date de la pétition. Il a néanmoins été concerné par ces changements. Selon lui, la fermeture de la filière génie chimique à Genève a eu des conséquences de trois types. Certains sont partis étudier là où la formation continuait à être proposée. Certains étudiants ont eu la chance de faire de la mécanique avec l'option chimique. D'autres enfin ont changé de voie. Les personnes parties se sont senties un peu abandonnées. Le fait de se déplacer ne pose pas en soi de problème, mais il faudrait disposer d'un encadrement, ce qui encouragerait les étudiants à aller suivre une formation ailleurs. M. Benas précise que les étudiants touchant une bourse d'études voient celle-ci augmentée jusqu'à 30 % pour le logement et le transport

Question : les étudiants s'y retrouvent-ils dans le foisonnement de filières et arrivent-ils à anticiper et à rebondir quand de nouvelles filières sont ouvertes ? M. Zanetti confirme l'existence de difficultés dans une école en plein changement. Il a connu personnellement une rentrée en octobre, une en septembre et une en août pour les examens. Par ailleurs, il est difficile de se renseigner auprès des volées précédentes. Les deux semaines de vacances en hiver ? Elles sont très perturbantes, d'autant plus qu'elles sont suivies de

deux semaines de cours puis des examens. Des changements sont mis en place chaque année et les étudiants ne savent plus où ils en sont. Pour les étudiants – comme cela ressort des discussions entre eux – les professeurs, ne se retrouveraient plus dans cette histoire, devant jongler entre plusieurs systèmes simultanément ; leur moral serait bas ; ils seraient sceptiques. L'enthousiasme n'est pas visible.

Question : la suppression de l'Ecole de l'enseignement technique (EET)? M. Zanetti signale qu'il a été formé à l'EET. Un aspect bizarre de cette école est le mélange entre le niveau universitaire et celui du post-obligatoire, rendant la cohabitation parfois difficile. Cela crée de l'ambiance, mais aussi des tensions. Des étudiants de HES se sont même plaints. L'école professionnelle ne va pas être supprimée, mais être déplacée au CEPTA. L'EET est une option de formation intéressante, car elle constitue une voie assez directe vers le niveau universitaire à la fin du cycle d'orientation. En revanche, les premières années de HES reprennent beaucoup d'éléments qui ont déjà été vus à l'EET.

M. Benas, quant à lui, vient du CEPTA. Parmi sa classe de maturité technique, cinq étudiants sur vingt ont commencé une formation en HES. Deux de ces cinq étudiants ont abandonné, car la manière d'étudier est notamment très différente. Il y a peut-être un fossé entre les deux écoles.

Discussion

La perception qu'ont les étudiants de l'état de leur école et du moral des enseignants a troublé les commissaires. La discussion a porté sur ce malaise, bien au-delà des invites de la pétition. Les uns s'en sont pris ouvertement au DIP, qui n'aurait jamais dû lâcher ce « joyau » de l'enseignement genevois, quitte à refuser le système HES. Les autres ont déploré une politisation intense du corps enseignant qui, à l'époque, a lutté avec acharnement contre une nécessaire évolution, contribuant ainsi à casser ce joyau. Certains commissaires ont adopté une position nuancée : tout en comprenant une certaine résistance au changement, ils s'inquiètent du déficit actuel d'information. Si un projet viable est présenté, il devrait être possible de faire pencher la balance dans le bon sens.

Finalement, les uns demandent le renvoi de cette pétition pour examen au Conseil d'Etat, en particulier vu les problèmes soulevés par la situation à l'EIG, alors que les autres soutiennent un dépôt pour information sur le Bureau du Grand Conseil. C'est qu'ils ne partagent pas l'indignation des pétitionnaires ni les invites de la pétition ; au contraire, ils estiment indispensable que Genève, non seulement s'adapte, mais encore anticipe les

évolutions dans le monde de l'enseignement supérieur qui ne s'est pas encore stabilisé. Le seul agrippement au passé ne constitue pas une politique.

Vote

Le président met aux voix le renvoi de la pétition 1556 au Conseil d'Etat

Pour :	5 (3 S, 2 Ve)
Contre :	6 (1 R, 2 L, 2 UDC, 1 MCG)
Abstentions :	1 (1 PDC)

Le renvoi de la pétition 1556 au Conseil d'Etat est refusé

Le président met aux voix le dépôt de la pétition sur le bureau du Grand Conseil.

Pour :	7 (2 UDC, 1 MCG, 2 L, 1 R, 1 PDC)
Contre :	4 (3 S, 1 Ve)
Abstentions :	1 (1 Ve)

Le dépôt de la pétition sur le Bureau du Grand Conseil est adopté.

Un rapport de minorité est annoncé, ce qui exclut une parution dans les extraits.

Conclusion

Mesdames et Messieurs les députés, la Commission de l'enseignement supérieur vous propose, à la majorité de ses membres, de déposer cette pétition sur le Bureau du Gand Conseil.

Pétition (1556)

pour le maintien et le développement des filières professionnelles à Genève et contre la suppression de la filière de génie chimique à l'Ecole d'ingénieurs HES de Genève

Les soussignés, pour la plupart étudiants à l'Ecole d'enseignement technique, tiennent à vous exprimer leur profond mécontentement face à la suppression de la filière de génie chimique à l'Ecole d'ingénieurs HES de Genève.

En effet, bien que nous soyons nombreux à vouloir nous inscrire dans cette filière, nous avons eu la surprise d'apprendre que non seulement cette filière n'existe plus à Genève, mais aussi que le projet d'une filière commune aux écoles d'ingénieurs EIG-Lullier, incluant la chimie, a également été abandonné.

La direction de l'EIG nous informe par ailleurs, que la seule possibilité pour nous serait d'aller à Fribourg pour étudier dans le domaine qui nous intéresse.

Cette situation est incompréhensible et inacceptable, car :

- de nombreuses et très importantes entreprises genevoises sont actives dans le domaine de la chimie et leurs besoins en personnel qualifié sont grands ;
- aucun argument budgétaire ne peut justifier la fermeture de cette filière. En effet, selon l'accord inter-cantonal AHES, le canton de Genève doit prendre en charge la quasi-totalité (85%) des coûts des études de ceux qui se déplaceraient à Fribourg. La perte au niveau des emplois et des retombées fiscales compensent largement les 15% restants ;
- pour une grande partie des étudiants, les coûts induits par le déplacement à Fribourg sont insupportables et les empêcheraient de suivre cette filière. Il s'agit là d'une atteinte grave à la démocratisation des études et au contreprojet à l'initiative 106, voté par le peuple en 1998 ;
- le nombre d'étudiants susceptible de suivre la filière génie chimique est suffisamment important pour justifier amplement la réouverture de cette filière à Genève.

Pour toutes ces raisons, les soussignés demandent au Conseil d'Etat et au Grand Conseil de bien vouloir assurer le maintien des filières professionnelles à Genève et de prendre d'urgence les mesures permettant la réouverture de la filière de Génie chimique.

N.B. : 220 signatures

M. Loïc Fischer

27, avenue Giuseppe-Motta

1202 Genève

Date de dépôt : 4 septembre 2007
Messagerie

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de M. François Thion

Mesdames et
Messieurs les députés,

Cette pétition a été signée par 220 personnes, pour la plupart étudiants de l'Ecole d'ingénieurs. Elle a été déposée le 31 octobre 2005 et a été traitée par la Commission de l'enseignement supérieur seulement entre avril et juin 2007. Il va de soi qu'en deux ans la situation a évolué. Ainsi, la demande des pétitionnaires de « prendre d'urgence des mesures permettant la réouverture de la filière de génie chimique à l'école d'ingénieurs HES de Genève » ne semble plus être d'actualité ni pour les étudiants, ni pour la direction de l'école. Depuis une année maintenant, Fribourg a repris cette filière et c'est là que doivent se déplacer les étudiants genevois qui souhaitent poursuivre des études en génie chimique. Cela entraîne en particulier des frais de déplacement importants pour ces jeunes Genevois. Les enseignants auditionnés estiment que si la réouverture de la filière de génie chimique était imaginable en 2004, la situation a beaucoup évolué et cette filière ferait doublon avec Fribourg à l'heure actuelle. Cependant ils estiment qu'à Genève il devrait être possible d'ouvrir la chimie vers l'environnement.

Le directeur de l'Ecole d'ingénieurs et les enseignants auditionnés par la commission nous ont rappelé les transformations permanentes qu'a connues leur école depuis la création de la HES-SO. Ainsi, il existait 11 filières en 2001 et il n'en reste plus que 6. La première *peer-review* a mis en évidence la question des effectifs en parlant de masse critique (nombre minimal d'étudiants par filière). Il a fallu alors créer quatre unités d'enseignements et de recherche avec deux filières combinées, ce qui a été apprécié lors de la deuxième *peer-review*. Ensuite l'école a encore évolué et elle se compose aujourd'hui de trois unités d'enseignement et de recherche (construction et environnement, technologies industrielles et technologies de l'information) avec chacune deux filières. Il faut ajouter à cela que les effectifs diminuent en parallèle avec le nombre de filières... Comme dans beaucoup d'écoles HES,

ces nombreux changements, sans compter le passage au système de Bologne, ont entraîné une quantité de travail supplémentaire considérable pour les enseignants.

Aujourd'hui, il existe des menaces de fermeture d'autres filières. Les exigences de la Confédération sont ainsi en augmentation en ce qui concerne les masses critiques (à l'heure actuelle 75 étudiants au minimum par filière, et la Confédération envisage de monter ce seuil à 180). La nécessité d'atteindre une masse critique peut conduire aussi à fusionner certaines filières, ce qui pourrait nuire, dans certains cas, à la qualité de la formation (formation trop hybride) et naturellement nuit aussi à l'offre de formation de notre canton. De plus, les étudiants ne se reconnaissent pas forcément dans la nouvelle filière issue de la fusion.

Il est certain que l'Ecole d'ingénieurs ne fait plus recette auprès des jeunes et en tout particulier auprès des filles. La plupart préfèrent entrer au collège même s'ils souhaitent ensuite aller dans une des écoles polytechniques fédérales. A écouter les représentants de l'Association des étudiants, l'ambiance dans l'école n'est pas bonne : « Les étudiants de l'EIG sont pressés de partir et l'image de l'école est telle qu'ils ne vont pas dire qu'ils étudient à l'Ecole d'ingénieurs ». De l'aveu même du directeur de l'école, « il faudrait mettre le paquet en matière de communication » pour faire revenir des jeunes dans cette école. Cela dit, cette stagnation ou diminution des effectifs semble se rencontrer dans les autres écoles d'ingénieurs tandis que les écoles de gestion font le plein.

En conclusion, nous regrettons que le système des HES se soit orienté vers un système de type holding et bien peu démocratique. **Il nous semble important de renvoyer cette pétition au Conseil d'Etat** afin que la volonté des pétitionnaires, que nous partageons, de « vouloir assurer le maintien des filières professionnelles à Genève » soit prise en compte. D'autre part, le fait que la filière génie chimique ait disparu n'est pas un gage pour l'avenir des autres filières.

Nous profitons de ce rapport de minorité pour dire notre mécontentement en ce qui concerne les propos entendus sur les bancs de la droite lors des séances de commission laissant croire que les professeurs de l'Ecole d'ingénieurs seraient « tournés vers le passé », ou encore « les professeurs ont cassé l'école (...) il s'agissait d'excités ». Nous ne pouvons accepter ce type de propos insultant pour le corps enseignant qui s'est toujours soucié de pédagogie et tente de mettre en avant la diversité de l'offre de leur école.